

Problèmes	Recommandations	Responsabilité	Date
PROPOSITION DE PLAN D' ACTIONS QUESTIONS TRANSVERSALES			
<u>Gestion Financière</u>			
les recommandations des missions de supervision de l'IDA et des audits externes ne sont pas mis en œuvres ;	- S'assurer de la mise en œuvre des recommandations issues des Audits et des missions de supervision	Ministères de Tutelles Coordonnateurs de Projet Comité de pilotage	Sans délai
Le planning des activités n'est pas réaliste	- Etendre la mission de la CAP dans le suivi des recommandations des Audits et missions de Supervision	MEF	
longs délais de réponse des équipes de projet en cas de retard d'exécution des activités planifiées pour identifier des contraintes et adopter des mesures idoines	- faire une meilleure planification des activités - faire des arbitrages rigoureux en tenant compte des délais de passation des marchés - mettre en place un tableau de bord de suivi de l'exécution des activités du projet - systématiser les réunions de Coordination avec les agences d'exécution et si nécessaire avec l'IDA	Coordonnateurs des projets	Sans délai
Faible taux de décaissement	- Organiser une formation sur les procédures de e-disbursement et sur le système Client Connection	Banque mondiale	A convenir avec BM
difficultés de mise en œuvre du système de décaissement électronique – disbursement	- Renforcer les capacités (ressources matérielles et humaines) de la Direction de la Dette et de l'Investissement (DDI).		

- L'utilisation simultanée des procédures nationales de passation des marchés et de celles de l'IDA ralentissent le rythme de décaissement. -Retard dans la mobilisation des fonds de contrepartie - Les projets rencontrent une instabilité du personnel clé due à un manque d'harmonisation des traitements (rémunérations, avantages en nature...)	- Etudier les possibilités de raccourcir les délais de passation des marchés. - Planifier et payer les fonds de contreparties à temps - Etudier les possibilités d'harmoniser le traitement du personnel clé des projets par la mise en place d'une grille de rémunération. La Banque mondiale peut appuyer le Ministère de l'Economie et des Finances dans cette activité.	BM DCMP ARMP MEF Ministères de Tutelle MEF BM Ministères de Tutelle	Sans délai
<u>Passation des Marchés</u> - Qualité insuffisante des documents de passation de marchés	- Passation des marchés = Travail d'équipe dans lequel la contribution du Client (le Bénéficiaire) est déterminante - Renforcement de capacités - Capitalisation des expériences - tenir compte de la performance du personnel des Agences d'exécutions de projet	Agences d'Exécutions de Projets (AEP): Directeur AEP Personnel Technique Agents de Passation de Marchés	Sans délais

Longs délais dans l'approbation des contrats	- Décisions à prendre pour réduire les délais y compris possibilité de délégation de la décision d'approbation	Organe de Contrôle des Marchés Publics de Organe Régulation des MP Autorités de Tutelles de ces Organes	référence aux Autorités compétentes
Insuffisance de la gestion de la Passation des Marchés Publics	Sensibilisation des Autorités Contractantes sur: - Passation des marchés (PM) et planification - PM et qualité des biens et services - PM et atteinte des objectifs et indicateurs de performance - PM et développement Secteur privé - Respect des principes de base de la passation des marchés	Agences d'exécution des projets	Sans délais
Longs délais de réponse des structures contrôle (Direction Centrale des Marchés Publics – DCMMP et Cellule de Passation des Marchés – CPM)	Réflexions à mener : - Nota: Dossiers pour marchés inférieurs au seuil de revue préalable BM, ne sont pas revue par BM - Souhait formulé par Autorités Contractantes que DCMMP donne des Avis de Non-Objection (ANO) conditionnels - Autorités Contractantes doivent (i) être vigilantes, et (ii) Elaborer des dossiers de bonne qualité. - DCMMP doit développer un mécanisme de suivi du traitement des dossiers (temps passé par dossier) par	Autorités Compétentes; ARMP; DCMP; BM DCMP Autorités Contractantes ARMP/DCMP: contrôle et suivi	Dans 3 mois Immédiat Immédiat Immédiat

Nombreux Recours à l'attribution des marchés	les Autorités contractantes - L'ordre est DCMF, ensuite BM. Tenir compte des procédures de l'IDA. Souhait formulé par Autorités Contractantes que DCMF donne des Avis de Non-Objection (ANO) conditionnels - S'assurer que la documentation soumise à la revue de la DCMF est complète et est de bonne qualité - Améliorer le temps de réponses des Cellules - Renforcer les capacités des cellules en les dotant de personnels compétents, une formation ciblée et des moyens financiers pour l'exécution de leurs fonctions - Décentraliser les cellules au sein des différentes directions pour les rendre plus opérationnelles - Sensibilisation et Renforcement de capacités des opérateurs privés - Renforcement des capacités des Autorités contractantes dans le sens de réduire les plaintes - Réflexions à mener	DCMF; BM Cellules et Agences d'exécution de projet Autorité contractante Délai: Sans délai MEF et Autorités Contractantes ARMP BM Autorités Contractantes	
--	---	---	--

SUIVI – EVALUATION			
Manque de données de référence et de cibles dans les PAD et ISR	- Développer et tenir à jour un plan de suivi évaluation avec des valeurs de référence, cibles et actuelles pour chaque indicateur du cadre de Résultat. - Inclure les sources et décrire la méthode de collecte des données pour chaque indicateur du cadre de résultat	Agences d'exécution	Immédiat
Les indicateurs de résultats ne couvrent pas tous les aspects de l'Objectif de Développement du Projet	- Revoir les indicateurs de résultats afin de s'assurer qu'ils mesurent tous les aspects de l'ODP	Agences d'exécution BM	Immédiat
Faiblesse sur la définition des objectifs de développement des projets : formulation non spécifique	Au cours de la revue à mi – parcours, réviser la formulation de l'ODP ainsi que des indicateurs de résultats du projet, si nécessaire (Restructuration)	Agences d'exécution BM	Immédiat
Disponibilité des données actuelles sur le résultat	- Collecter les données sur les indicateurs démontrant la réalisation de l'ODP.	Agences d'exécution	Immédiat

Renforcement de capacités en suivi évaluation	Former le personnel des projets impliqués dans le suivi évaluation des projets	BM Gouvernement	Immédiat
<u>Gestion de la sauvegarde environnementale et sociale</u> Certains projets ne se sont pas dotés de spécialistes en Sauvegarde environnementale et social pour le suivi des recommandations de la politique de sauvegarde environnementale et sociale. Pour les projets d'investissement, certaines entreprises de travaux ou Bureaux de Contrôle n'ont pas de spécialistes en Sauvegarde environnementale et sociale. Manque de soutien de la part des Coordonnateurs des projets sur les aspects environnementaux et sociaux en faveur des domaines tels que la Gestion Financière et la Passation des marchés. Formation sur la Sauvegarde Environnementale et Sociale	- S'assurer que le projet a: (i) recruté un Spécialiste en Sauvegarde environnementale et sociale, (ii) ou un consultant à temps partiel pour la mise en œuvre des recommandations du plan de sauvegarde, (iii) ou désigné une personne responsable qui a les compétences nécessaires - Le Gouvernement doit s'assurer que les entreprises ou bureaux de contrôle ont bien un Spécialiste en Gestion Environnementale et sociale dans leur équipe pour assurer le suivi du Plan de Gestion Environnementale et Sociale. - Le Gouvernement et la Banque mondiale doivent s'assurer que les coordonnateurs de projet soient formés et prennent en compte les aspects environnementaux et sociaux dans l'exécution des projets. - Former le personnel du projet : - Evaluation et gestion Environnementale - Politique de recasement et évaluation sociale	Gouvernement BM Gouvernement BM Coordonnateurs Gouvernement BM Gouvernement BM	Délais à convenir

Projet par projet			
AUTOROUTE A PEAGE DAKAR <u>DIAMNIADIO</u>			
-Retard dans l'ouverture du Centre d'Enfouissement de Sindia et la fermeture de la décharge de Mbeubeuss qui font l'objet de clauses datées→activation du drapeau de risque 'Non respect de l'accord de financement ' -Retard dans le paiement de certaines compensations aux PAPs (indemnités complémentaires notamment) -Retard dans le paiement de la subvention au	- Donner la priorité à l'ouverture du CET de Sindia et en parallèle, étudier sous quelles conditions il serait possible de délier l'installation des PAPs à Tivaoune Peulh et la fermeture de la décharge de Mbeubeuss (amendement à l'accord de crédit) -Accélérer les paiements aux PAPs concernées -Régulariser les arriérés vis à vis de SENAC SA		

concessionnaire et dans la régularisation de l'avenant 4			
<u>PROJET REGIONAL DE SECURITE ET DE SURETE DU TRANSPORT AERIEN</u>			
- retard dans l'adoption du code de l'aviation civile - retard sur la signature du décret sur le Bureau d'Enquête Accident - Retard dans le calendrier de mise en œuvre du projet notamment lié à la suspension de l'acquisition du matériel de vidé-surveillance	- Adopter le Code de l'Aviation Civile en conseil de Ministres d'ici fin juillet 2012 (cf dernier Aide mémoire). - Signer le décret sur Bureau d'Enquête Accident (fin juin 2012) - Formaliser le gré à gré pour l'acquisition des matériels de vidéo surveillance. - Accélérer la réception des travaux du Centre de Médecine du Personnel Aéronautique et du Centre de Secours et de Sauvetage, préalable à l'installation des équipements correspondants. - Démarrer au plus vite l'audit de sécurité / sûreté (crucial pour l'évaluation du projet)	Ministère de Tutelle Ministère de Tutelle Autorité contractante Equipe de projet Autorité Contractante	Juillet 2012 Jun 2012

<u>PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET D'EQUIPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES</u>			
- Retard des paiements des Fonds de Contreparties / Investissement du PRECOL (2.4 milliards) - Non respect des engagements financiers des communes vis-à-vis de l'Agence de Développement Municipale - Signature du Décret d'Utilité Publique (DUP)	- Procéder au paiement des fonds de contrepartie du PRECOL - Instruire les communes à respecter leurs engagements et demander aux Préfets l'émission d'arrêtés valant Mandat - Procéder à la signature du Décret d'Utilité Publique (DUP) et instruire le décret de cessibilité pour la prise de possession des emprises nécessaire aux projets routiers	Gouvernement Gouvernement Gouvernement Ministère de Tutelle	
<u>Projet d'Amélioration de la Mobilité Urbaine – PATMUR</u> - Non signature du décret relatif à la classification du réseau routier (Clause datée) - Réorganisation Institutionnelle du CETUD - Retard sur le démarrage des travaux à la Gare Pompier	- Procéder à la signature du décret sur la classification du réseau routier pour éviter des non conformités sur les accords légaux; - Mettre en application de la réorganisation institutionnelle du CETUD pour l'amélioration du transport urbain à Dakar; - Finaliser les travaux à la gare des Baux Maraichers qui est un préalable au démarrage des travaux à la Gare Pompier	Ministère de Tutelle Ministère de Tutelle	

<u>Accès aux Services Electriques Ruraux</u> <u>ASER</u>	- Retard sur la mise en œuvre du projet	- Evaluer la mise en œuvre du plan d'actions mi mars – juin 2012 élaboré afin d'améliorer le niveau d'exécution d'actions clés du projet; - Evaluer à la fin octobre 2012 les résultats de performances obtenus	Equipe de projet BM	Juillet 2012
<u>Deuxième Projet de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution – PROGEDE</u>	- Mobilité du personnel des projets	- Harmoniser la grille de rémunération du personnel des projets afin d'éviter les démissions multiples du personnel des projets financés par la Banque mondiale.	MEF Ministères de Tutelle BM	A convenir
<u>Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire</u> <u>PEPAM</u>	- Améliorer la mise en œuvre des composants du projet tels que : les travaux d'hydraulique rurale et d'assainissement (urbain et rural)	- Accélérer la mise œuvre des travaux d'hydraulique rurale et d'assainissement (Urbain et rural)	Equipe de projet	

- Non paiement des arriérés des factures d'eau de l'Etat - Réforme du sous secteur de l'hydraulique rurale	- Procéder d'urgence à la signature de la convention de compensation des dettes croisées (SDE, SONES, ONAS) pour apurer les arriérés de paiement des factures de l'Etat et assurer un équilibre financier de la SONES et de l'ONAS - Finaliser le DAO pour le recrutement de l'Opérateur Privé de Maintenance de la zone centre	Gouvernement Ministère de Tutelle	
Projet de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal - Risque d'inachèvement de certaines activités du projet avant la clôture prévue le 31 décembre 2012 - Déficit budgétaire sur le financement des équipements et du froid pour l'abattoir de Mbour	- Prévoir une extension de la date de clôture pour permettre la finalisation des activités du projet - Elaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre des activités restantes. - Prendre en compte dans le budget du Ministère de l'Elevage le financement de l'équipement de l'abattoir de Mbour.	MEF Equipe de projet Equipe de Projet Ministère de Tutelle	Sans délais Immédiat

<u>Projet Régional Ouest Africain de Productivité Agricole – WAAPP</u>			
- Non finalisation de certaines activités du projet tels que la construction du Centre Hébergement du CNS/CERAAS, la stratégie durable d'accès aux semences certifiées de céréales sèches (mil, sorgho, maïs) et le projet de valorisation des céréales locales (planification).	- Elaborer un planning de toutes les activités à finaliser avant la clôture du projet y compris les études d'impact du projet et l'évaluation finale du projet.	Equipe de Projet	Immédiat
<u>Gestion Durable des terres (GDT) - Don 94263</u> - Non renseignement des indicateurs d'objectifs de développement car les études et analyses laboratoires sont non achevées et on note une défaillance dans la remontée de l'information. - Non finalisation des études et analyses des laboratoires	- Finaliser les études et analyses par l'ISRA pour renseigner les indicateurs des objectifs de développement du projet. - Faire des missions de terrain (UCTF) pour pouvoir renseigner la base de données du projet en tenant compte de l'approche genre.	Agence d'Exécution Agence d'exécution	Immédiat
<u>Gestion des eaux pluviales et changement climatique - Cr 5096</u> - La signature des accords de crédit du projet doit intervenir au mois d'Aout 2012.	- Le Gouvernement (DCEF, ADM) et la Banque doivent convenir d'une date pour procéder à la signature des accords de crédits du projet au cours du mois d'aout 2012.	DCEF ADM BM	Aout 2012

- Le Démarrage des travaux de drainage avant l'hivernage 2013 (1er avril) risque d'être compromis si : a) les décrets de déclaration d'utilité publique et de cessibilité permettant de libérer les emprises des travaux de drainage ne sont pas signés respectivement au 20 août et au 22 octobre 2012. b) la mise à disposition par le MEF des fonds d'indemnisation des populations dans le cadre du Plan Succinct de Réinstallation (PSR) n'est pas effective au plus tard au 31 décembre 2012. La somme de 500 millions de FCFA a été demandée au MEF pour les besoins d'indemnisation de la première année. c) Les délais de revue des documents de passation des marchés du cote de la DCMF et de la Banque ne sont pas respectés.	- Des correspondances et une planification des activités ont été transmises à la DGID et à la DCMF pour information et sensibilisation. Le planning transmis devra être respecté pour ne pas compromettre le démarrage effectif des travaux avant l'hivernage 2013.		
--	---	--	--

- Insuffisance de personnel au niveau des Directions Techniques pour la prise en charge des activités PRAO Sénégal et au sein de la COMO - Pêche d'un expert en valorisation des produits halieutiques - Inexistence d'un système de suivi évaluation	- Renforcer les Directions Techniques en ressources humaines expérimentées pour l'exécution technique des activités du projet. - Mettre en place un système de suivi évaluation fonctionnel		
Education de Qualité Pour tous Cr 4231 et Don TF94753 FTI Catalytic - Difficulté d'implantation des salles de classes en Casamance (Sécurité)	- Examiner les solutions possibles pour la construction des écoles en Casamance.	Ministère de Tutelle	
<u>Projet gouvernance et financement de l'enseignement supérieur axés sur les résultats, Cr – 4945</u> - Retard dans l'adoption par le MEF et le MESRS du plan d'équilibre budgétaire des Universités pour permettre de commencer à décaisser les contrats De Performances - Dissolution de l'Agence de Construction des Bâtiments entraînant un arrêt du processus pour la réalisation des infrastructures dans	- Veiller à l'adoption du Plan d'équilibre des budgets des universités - La prochaine mission de la Banque procédera à la révision d'un nouveau cadre institutionnel pour la gestion du programme;	Ministère de Tutelle BM Equipe de projet	

les universités - La DGES est encore inopérante. Les livrables pilotes par la structure sont en retard (audit des bourses, audit Coud et CROUS, études sur le réseau d'ISEP) - Retard dans l'option des textes sur la Gouvernance : La Loi-cadre sur le fonctionnement des institutions de l'Enseignement Supérieur; décret de création de L' ANAQ, Décret sur le régime financier des universités	- S'assurer du recrutement d'un personnel qualifié dans la DGES pour conduire le programme agréé. - Accélérer le processus d'adoption des textes sur la Gouvernance des universités	Ministère de Tutelle	
<u>Programme de Renforcements de la Nutrition Phase II – Nets Cr IDA 4245, IDA 5084, Dons 94372</u> - Mobilisation des fonds de contreparties	- Améliorer le suivi des bons d'engagement en ce qui concerne les fonds de contrepartie	Gouvernement	
<u>Appui aux Réformes des Finances Publiques Cr - 4915</u> - Retard sur la transmission au projet des termes de références et ou des spécifications techniques des activités par les structures bénéficiaires.	- Mise en place d'un dispositif de suivi périodique et rapproché des structures retardataires pour diligenter la production des documents requis.	Equipe de projet	Immédiat



**REVUE CONJOINTE DU PORTEFEUILLE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DU SENEGAL - BANQUE MONDIALE LE 28 JUIN 2012**

AGENDA

Le 28 JUIN 2012 au King Fahd Palace ex Méridien Président

8 h 30 – 9 h 00 Accueil des participants

9 h 00 – 9 h 30 Ouverture de la Session (S.E Monsieur le Ministre De l'Economie et des
Finances et Directrice des Opérations)

9 h 30 – 9 h 45 Projection film sur les réalisations des projets

9 h 45 – 10 h 45 Présentation du Portefeuille

- Composition et Taille du portefeuille
- Décaissements

Performances du Portefeuille

- Projets Performants
- Projets à risque / Projets à problème

10 h 45 – 11 h 00 (15 mn)

11h 00 – 12 h 00 Aspects Fiduciaires, Suivi – évaluation et Gestion de la Sauvegarde
environnementale et sociale

- Gestion Financière
- Passations des Marchés
- Suivi – évaluation
- Sauvegarde environnementale et sociale

12 h 00 – 13h 00 Discussions (Intervention de S.E Monsieur le Ministre de l'Economie et
des Finances et de la Directrice des Opérations)

13 h 00 – 14 h 30 Pause – Déjeuner

14 h 30 – 15 h 30 Approbation structure du comité de suivi et présentation du projet de plan
d'action

15 h 30 - 16 h 00 Fermeture de la Session par la Directrice des Opérations et le Ministre de
l'Economie et des Finances

16 h 00 – 16 h 30 Pause-café (30 mn)

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

5300 S. DICKINSON DRIVE

CHICAGO, ILL. 60637

TEL: 773-936-5000

FAX: 773-936-5000

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

ADMISSIONS OFFICE

5300 S. DICKINSON DRIVE

CHICAGO, ILL. 60637

TEL: 773-936-5000

FAX: 773-936-5000

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

ADMISSIONS OFFICE

5300 S. DICKINSON DRIVE

CHICAGO, ILL. 60637

TEL: 773-936-5000

FAX: 773-936-5000

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

ADMISSIONS OFFICE

5300 S. DICKINSON DRIVE

CHICAGO, ILL. 60637

TEL: 773-936-5000